

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1619

Artikel: Réforme des institutions : l'infiltration Blocher fait éclater le rocher fédéral : pour le dégel, lire Cherix
Autor: Jaggi, Yvette / Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019317>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'infiltration Blocher fait éclater le rocher fédéral. Pour le dégel, lire Cherix

Habité par *Un désir de nouvelles républiques*, François Cherix préconise des réformes iconoclastes du système suisse. Des changements que Blocher pourrait bien accélérer.

François Cherix et le Blick. Ces temps, il faut absolument les lire en parallèle. Les deux parlent des blocages institutionnels et des dérives politiques de la Suisse actuelle. Le premier ne se contente pas de les analyser avec une ravageuse complaisance dans *Un désir de nouvelles républiques*, il indique aussi les portes de sortie. Le second souligne, au jour le jour et à gros traits, la « Staatskrise » qui s'épanouit à Berne, laissant deviner que l'on s'approche, à grands frais d'image et dans la panique, des issues de secours. La réalité rejoindrait-elle la théorie à une vitesse que l'agile essayiste et fertile producteur de solutions d'avenir n'aurait lui-même pas osé rêver ?

Pas si simple évidemment. Quoique. Sur le circuit fédéral, tourne présentement un puissant moteur : Christoph Blocher, à la fois chef d'un quarteron de stratèges et de communicateurs d'une froide efficacité et

leader à vie d'un parti qui en allemand se dit celui du peuple - et pourrait bien l'être davantage qu'une certaine Union prétendument démocratique et du centre. Par ses coups de gueule et d'accélérateur, par ses dérapages calculés et ses continuels débordements de piste, le 107^e conseiller fédéral de l'histoire pourrait bien faire davantage bouger les institutions que la quasi-totalité de ses prédécesseurs mis ensemble.

Des méthodes différentes

On connaît la méthode, mise au point au siècle dernier : dénonciation de l'État trompeur de peuple, revendication d'un assainissement général, confiscation du patriotisme et de la sagesse populaire, provocations savamment dosées et attitudes faussement rangées, etc. Toutes manœuvres accompagnées par une communication hypermaîtrisée et une exploitation cynique des peurs et frustrations les plus répandues,

voire des légendes urbaines les plus invraisemblables. De quoi dynamiter le système, de l'intérieur. Comme une infiltration d'eau qui, en gelant, fait éclater le rocher.

Telle n'est certes pas la méthode préconisée par François Cherix pour débloquer la Suisse, qu'il voit empêtrée dans des structures figées, incapable de remanier ses territoires institutionnels pour les adapter aux espaces du vécu (et du viable), accrochée à des usages qui n'ont plus vraiment cours (collégialité, concordance), démesurément attachée à une démocratie directe qui renforce davantage la méfiance envers les élus que la capacité de trouver de meilleures solutions.

Mais on ne choisit pas toujours ses alliés objectifs. François Cherix devine sans doute que les manœuvres déstabilisantes de Christoph Blocher et de son *brain-trust* - dangereuses pour la démocratie selon Pascal Couchepin - pourraient paradoxalement faire avancer l'instauration des « nouvelles républiques » dont il rêve, et pas mal de citoyens avec lui. Car l'actualité, largement marquée par l'éternel tribun de l'UDC, met en évidence toutes les dérives qu'il faudra bien corriger : implosion du centre politique, multiplication des blocages mutuels, tétanisation devant les dépenses et dettes publiques, affaiblissement de l'exécutif fédéral, déculturation du politique.

Les nécessaires réformes prendront du temps, des générations même, pense François Cherix. A moins que la situation paraisse bientôt suffisamment compromise pour que s'impose le changement de certaines règles de la vie politique et institutionnelle. Se réaliserait alors, à l'interne pour mieux risquer l'Europe, ce « désir de nouvelles républiques », plus vivantes, plus avancées, enfin authentiquement participatives. *jd*

François Cherix, *Un désir de nouvelles républiques*, Editions de l'Aire, Vevey, 2004.

L'assurance maladie bricolée

En janvier 2002, le Conseil fédéral décidait « d'accompagner plus activement » Ruth Dreifuss dans sa gestion du dossier de l'assurance maladie. Certains y virent alors une sorte de mise sous tutelle de la magistrate socialiste.

Quand Pascal Couchepin reprend le dossier en 2003, l'espoir est grand dans le camp bourgeois de voir enfin bouger les choses. C'est pourtant une majorité bourgeoise qui la même année rejette la révision de la LAMal, en votation finale.

On aurait pu croire que le magistrat radical, débarrassé d'un projet qui n'était pas le sien, allait empoigner énergiquement le dossier. Or il s'est contenté dans un premier temps de transférer une partie des coûts de la santé sur les assurés, par la hausse des franchises et de la quote-part, ce qui lui a permis d'annoncer une croissance plus modérée des primes.

En ce qui concerne les réformes, elles n'avancent qu'à très petits pas. La prolongation du moratoire sur l'ouverture des cabinets médicaux - un référendum est annoncé - va empêcher les jeunes médecins, mieux formés, de s'établir.

Quant à la carte de santé qui aurait permis une meilleure gestion des soins, elle a été rejetée au nom de la protection de la sphère privée. Ainsi, toutes les décisions importantes ont été repoussées à plus tard.

Pascal Couchepin et les partis bourgeois ont dû constater qu'ils ne disposaient pas d'une conception globale susceptible d'un large consensus. Le chef du Département fédéral de l'intérieur se console en affirmant que le « terrain est maintenant aplani ».

En réalité il se retrouve dans la même situation difficile que celle qu'a connue Ruth Dreifuss et qui a valu à cette dernière tant de critiques. *jd*